

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le 6 octobre 2016, SUD Education, la CGT Educ'action, la FNEC FP-FO se sont adressées en commun à la ministre de l'Education nationale pour lui demander de renoncer à la mise en place de son projet sur les modalités d'évaluation des personnels d'enseignement et d'éducation, ainsi que sur la création d'un nouveau grade à accès fonctionnel.

La ministre n'a pas répondu à notre courrier dans lequel nous lui demandions de nous recevoir en vue d'ouvrir de véritables négociations sur d'autres bases.

A l'occasion du Comité Technique Ministériel du 7 décembre, SUD Education a voté contre le projet de décret.

Le ministère a amendé son projet et en a retiré l'obligation de fournir une auto-évaluation que nous avons dénoncée comme pathogène et immanquablement hypocrite. Mais l'essentiel du projet initial reste et nos raisons de nous y opposer demeurent.

Nous refusons la logique de ce projet qui repose sur les entretiens professionnels, sur des critères subjectifs et qui est l'instrument de l'arbitraire et de l'individualisation. Il est dangereux, infantilisant et inacceptable.

En ce 1^{er} février, jour d'appel à des rassemblements dans toute la France devant le ministère, les rectorats et les inspections académiques, SUD éducation appelle à se mobiliser.

SUD Education Lorraine réaffirme son opposition à ce projet. Nous revendiquons au contraire une évaluation purement formative et coopérative, complètement déconnectée des rémunérations et de l'évolution des carrières, qui soit la même pour tou-te-s.

C'est pourquoi SUD Education Lorraine appelle tous les personnels de l'Académie Nancy-Metz à se rassembler devant le rectorat, à Nancy, mercredi 1^{er} février à 15h, afin de combattre l'évaluation des enseignant-e-s